

Notation

Les banques résistent dans un contexte économique morose



JEANNE
FRANÇOISE
DE POLIGNAC
Président
Standard
and Poor's Paris

LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT économique a incontestablement pesé sur le résultat 2001 des banques, mais elle n'a pas entraîné de mouvement massif de baisses de notes parce que, d'une part, grâce à une bonne diversification, les grandes banques européennes ont su bénéficier de la récurrence de leur activité de détail et que d'autre part et surtout, les notes actuelles tiennent compte de cette situation de bas de cycle. Dans l'ensemble, les baisses de notes sont dues à des facteurs exogènes à l'environnement économique, stricto sensu. Certaines

Les efforts de restructuration menés dans les dernières années ont permis aux banques européennes de limiter la baisse de leurs notes en 2001. Il leur faudra résister cette année encore, car la conjoncture économique en 2002 ne s'annonce pas meilleure.

banques, comme Banca Popolare di Milano ou Banca Popolare Commercio e Industria en Italie, ont vu leur note abaissée en raison d'une politique de croissance très ambitieuse. La baisse de note peut être due aussi à des situations spécifiques comme celles de Commerzbank en Allemagne ou de Bipop Carire en Italie ; à une modification de la politique de soutien de l'Etat : c'est le cas en Allemagne avec le retrait programmé de la garantie des länder aux landesbanks, en Italie avec la privatisation de Cofiri ; ou encore à la réduction des missions de service public, comme le montrent Eksporfinans en Norvège et SEK en Suède.

Les relèvements de notes, quant à eux, proviennent soit d'opérations de fusion et de rapprochement : c'est le cas de la Banque Herve, de la Banque Worms ou de Facto France Heller en France. Ils peuvent aussi marquer une amélioration de la rentabilité comme pour BNP Paribas ou Danske Bank au Danemark.

péennes avec la baisse des revenus des activités de marché et une possibilité de hausse sensible du risque de crédit. Une crise bancaire comme celle du début des années 1990 est-elle encore possible ? C'est peu

Bilan 2001

Sur 376 notes de banques que Standard and Poor's compte en Europe de l'Ouest :

- 26 ont été abaissées,
- 11 ont été relevées,

ce qui fait un ratio de baisses de notes par rapport aux relèvements de 2,36, alors que ce ratio a été de 3,27 pour les entreprises européennes.

En France, les choses ont été encore plus calmes avec deux baisses de notes seulement (la CCR et NSM Demachy pour des raisons liées à leurs sociétés mères respectives) et six relèvements de notes alors que 43 notes (sur 51) ont été confirmées.

2002 SERA UNE ANNÉE DIFFICILE

Quoi qu'il en soit, 2002 sera selon toute vraisemblance une année difficile pour les banques euro-

probable. Les grandes banques européennes se sont fortement restructurées depuis cette période ; elles ont assaini leur bilan, limité la concentration de leurs risques et amélioré la rentabilité de leurs activités récurrentes. Elles abordent donc 2002 dans des conditions nettement meilleures qu'il y a dix ans. Même si elles doivent constituer des provisions plus importantes qu'en 2001 et connaître une certaine érosion de leur rentabilité, les banques européennes ont, dans l'ensemble, les moyens d'y faire face sans que leur note n'en souffre. Certes, si la crise était plus sévère et plus longue que ce que l'on peut escompter aujourd'hui, le scénario d'évolution des notes pourrait changer. Mais dans l'ensemble, la forte qualité de crédit des banques de l'Europe de l'Ouest (88 % de notes en catégorie AAA, AA ou A) ne devrait pas être sensiblement affectée.

La notation des titrisations

La titrisation est actuellement en pleine expansion : ce marché a connu en 2001 une croissance de 40 % en Europe avec pour champions toutes catégories l'Italie (+300 %) et les Pays-Bas (+200 %). L'Angleterre reste l'émetteur européen de titrisation le plus important avec 46 millions de dollars en 2001 soit 36 % de l'ensemble. Avec 4,3 millions de dollars d'émissions, la titrisation en France semble progresser peu depuis deux ans, mais les chiffres sont trompeurs car ils n'incluent, ni les opérations synthétiques, ni les émissions à court terme où la France a une position très for-

te en Europe. Chaque grand établissement bancaire français a maintenant son véhicule qui émet en continu du papier commercial pour des montants de l'ordre globalement de 15 milliards d'euros par an. Mais les banques n'ont plus le monopole de la titrisation. Les entreprises industrielles et commerciales et même les Etats comme l'Italie se sont lancés dans l'aventure.

En 2001, le ratio baisse de notes sur relèvement de notes s'est établi à 0,33 pour les opérations titrisées contre 5,12 pour les entreprises américaines et 3,30 pour les européennes. Autre-

ment dit, malgré les quelques dégradations d'émissions titrisées soit directement aux événements du 11 septembre (avions), soit à la dégradation de la conjoncture économique, la qualité de crédit des opérations de titrisation s'est beaucoup mieux maintenue en 2001 que celle des émissions directes des entreprises. La très forte croissance des opérations titrisées en Europe n'est donc pas le résultat de circonstances conjoncturelles mais correspond bien à une tendance de fond et tout permet de penser que ce mouvement va se poursuivre.

LES FUSIONS ET ACQUISITIONS SONT À L'ARRÊT

Autre facteur susceptible d'affecter les notations, les opérations de fusions-acquisitions.

Elles ont été peu nombreuses en 2001 (Halifax-Bank of Scotland en Angleterre et Dexia-Artesia en Belgique pour citer les plus notables) et la reprise n'est sans doute pas pour 2002. En effet, en période d'incertitudes, les acteurs potentiels ont plutôt tendance à rester sur l'expectative ; de plus l'encadrement réglementaire de la concurrence a montré les limites de l'exercice, au niveau national en tout cas, avec

les projets avortés de Lloyd TSB et d'Abbey National en Angleterre, ou de SE Banken et FöreningsSparbanken en Suède, par exemple. Pour les banques, il de-

“ Depuis 1990, les grandes banques européennes ont assaini leur bilan, limité la concentration de leurs risques et amélioré la rentabilité de leurs activités récurrentes. ”

vrait donc y avoir une poursuite des tendances actuelles avec un risque modéré de dégradation de la rentabilité. ■